



Place aux Femmes



CAFOB : Collectif des Associations et Organisations Non Gouvernementales Féminines du Burundi



Equipe de rédaction

Directrice de la Publication :

Mme Anatolie NDAYISHIMIYE

Comité de Rédaction :

Rédacteur en chef :

Ferdinand BIGUMANDONDERA

Rédacteurs

Frédiane NIMPAGARITSE

Consolate KANA

Nadège NIYUNGEKO

Equipe d'appui:

Goreth NIMPAGARITSE

Adresse : 26, Rue de la mission Rohéro 1. Bujumbura Mairie

B.P. : BP: 561 Burundi

Téléphone: (257) 22 21 77 58 (257) 22 21 84 09

Site WEB : <http://www.cafobburundi.org>

E-mail: cafob.cafob1@yahoo.fr



PLACE AUX FEMMES

Magazine du CAFOB



Septembre 2013

Genre et VSBG



Validation d'une stratégie régionale de communication sur les VSBG dans la Région des Grands Lacs P. 11

SOMMAIRE

Editorial.....02

Du nouveau !

Des défis subsistent en matière de réintégration socio-économique des rapatriés05

La promiscuité au comble dans un site de « Sansréférence ».....07

Les femmes du village de paix de Mabanda se soucient peu du planning familial..... 09

Hommages à feu Mme Pétronille Ntahiraja..10

Validation d'une stratégie régionale de communication sur les VSBG dans la Région des Grands Lacs..... 11

Les femmes de Makamba en guerre contre les VSBG..... 12

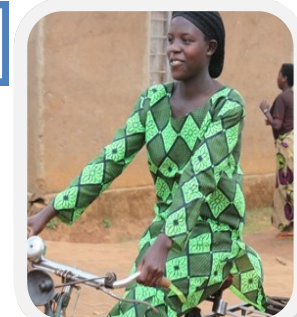
Les femmes et hommes des associations et administratifs à la base appellent le Burundi à ratifier le protocole de Maputo.....16

Mission et vision de la CAFOB19

Insolite !



Le vélo devenu un outil d'émancipation féminine dans le sud du Burundi P.08



Reportage



Des rapatriés sans référence dans la galère au sud du Burundi..... P. 3



Mme FITINEMA Christine, un modèle de femme leader à suivre..... P. 14

Du nouveau !



Le Collectif des associations et ONGs féminines du Burundi

(CAFOB) se réjouit du soutien financier qu'il vient d'obtenir du Projet de renforcement des capacités en gouvernance économique (PRGE) en vue de publier régulièrement son magazine d'information « Place aux femmes ».

Le présent magazine est une illustration de ce partenariat.

Ce numéro offre une information diversifiée de terrain sur le vécu quotidien de la femme du monde rural sur laquelle repose le poids le plus lourd pour la survie du ménage.

Le magazine permet également de lire des nouvelles sur les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) dont l'ampleur commence à

fléchir par endroit grâce à l'implication courageuse de femmes leaders communautaires. Certaines de ces femmes leaders communautaires ont l'appui de leurs maris dans le difficile combat contre les VSBG et c'est un autre motif de satisfaction.

Le combat ne leur est pas toujours facile mais les femmes persistent à lutter contre la polygamie, le gaspillage des biens du ménage, les violences économiques et psychologiques comme le lecteur s'en rendra compte, encore une fois.

Le présent numéro met également en exergue la difficile réinsertion et réintégration des rapatriés dans une nouvelle vie socio-économique.

S'agissant de cette catégorie sociale défavorisée, le magazine attire une attention particulière des bienfaiteurs et autres décideurs publics sur le cas pathétique des apatrides qui ont été laissés presque à l'abandon quelque part dans la brousse de la

commune de Kayogoro où s'est rendue une équipe de reporters du CAFOB.

De bonnes nouvelles se retrouvent également dans le magazine comme dans le cas de ces femmes et hommes rapatriés qui se disent « pauvres », mais « dignes » pour avoir rompu avec l'exil à l'étranger et retrouvé la mère patrie.

Des sujets insolites, mais non moins enrichissants, se trouvent également au menu du présent numéro de « Place aux Femmes ».

Les reporters de CAFOB ont rencontré de jeunes filles et femmes « libérées par le vélo », droites sur les pédales, pour faire différentes courses dans le Burundi profond où d'habitude tout se transporte sur la tête et le dos de la jeune fille et de la mère, comme l'eau et le bois de chauffe.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture du contenu du magazine qui aborde bien d'autres sujets également intéressants.

Mme Anatolie Ndayishimiye,

MISSION ET VISION DU CAFOB

tions économiques conditions de vie et du statut socio-économique et juridique de la femme burundaise. (OLUCOME), les organisations étatiques, à savoir le Secrétariat permanent des Réformes économiques et sociales (SP/REFES), l'Institut de Statistiques Economiques du Burundi



Le CAFOB appuie l'horticulture et la consommation des légumes

(ISTEEBU), ASAP, l'Inspection Générale de l'Etat (IGE), l'Association des employeurs du Burundi (AEB), la Brigade anti-corruption, la Cours des comptes, le Centre National de Transformation Alimentaire (CNTA).

La mission du CAFOB consiste à renforcer les capacités opérationnelles des associations et ONGs féminines du Burundi afin qu'elles soient des interlocutrices efficaces en matière de paix, genre, développement et toute autre question concernant les femmes.

La vision du CAFOB est d'être un collectif qui contribue significativement à l'amélioration des

conditions de vie et du statut socio-économique et juridique de la femme burundaise.

Le Collectif des associations et ONGs féminines du Burundi, CAFOB en sigle, un collectif qui compte actuellement

72 associations et œuvre pour la promotion, la défense des Droits des femmes de l'ensemble du territoire du

Burundi. Il a son siège à Bujumbura.

Le CAFOB a été créé en date du 08 février 1994 sous l'initiative de 7 organisa-

tions féminines avec le soutien du Centre d'Etude Canadien International. Il a été agréé le 20 janvier 1997, par l'Ordonnance N° 530/044 par le Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique.

Il a vu le jour en pleine crise socio-politique déclenchée en octobre 1993. Il a fallu plus de dix ans d'intenses activités dans un contexte extrêmement difficile de guerre civile caractérisée par la méfiance de la population quasi-entière pour que cesse les hostilités.

Le collectif est en outre



Un champ de tomates de l'Association ABANIKI (membre du CAFOB)

né dans un environnement social mondial de l'émergence de la lutte pour l'égalité des genres. Il y a adhéré mandataire malgré la conjoncture de crise dans

En aout 2006, le Gouvernement du Burundi a soumis à l'Africa Capacity Bulding Foundation (ACBF) une requête sollicitant le soutien pour la formulation et le financement d'un programme national articulé sur le renforcement des capacités.

L'accord de don portant sur le financement du PRGE a été signé entre le Gouvernement burundais et l'ACBF le 28 janvier 2010.

Son objectif est de « contribuer à promouvoir la bonne gouvernance et la croissance économique durable et équitable dans le cadre de la mise en œuvre des axes stratégiques du Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté, deuxième génération (CSLP II).

La gouvernance et la gestion du PRGE sont assurées par deux structures à savoir :

1. Le comité de pilotage du programme qui assure l'orientation, l'impulsion et le suivi-évaluation du programme.

2. L'unité de gestion du programme qui met en œuvre et coordonne les activités, assure la coordination du dialogue avec les partenaires.

Ses partenaires techniques et financiers sont en plus de l'ACBF, la Banque Mondiale, le PNUD, la BAD, l'Union Européenne, le DFID, la France et la Belgique.

Son organigramme est composé de Coordinateur du projet, un expert chargé du suivi-évaluation, un responsable Administratif et financier, une assistante, deux cadres d'appui, un chauffeur, et un planton.

Le PRGE est un programme géré au niveau du Ministère des finances et de la planification du développement et ses

principaux partenaires sont la 2^{ème} vice présidence, différents ministères (Enseignement supérieur et recherche scientifique, la Fonction publique, l'Agriculture et l'Elevage, les Travaux publics et l'équipement, la Santé publique et le Ministère à la Présidence chargé de la bonne gouvernance et la privatisation); les 2 chambres du parlement, les médias, le secteur privé ou encore la société civile.

Les institutions bénéficiaires des actions du PRGE sont, entre autres, la Banque de la République du Burundi (BRB), les écoles d'enseignement supérieur (ENA, FSEA, ISGE), les organisations de la société civile, à savoir le Forum de renforcement de la société civile (FORSC), le CAFOB, l'Observatoire de lutttes contre la corruption et les malversa-

Reportage

Des rapatriés sans référence dans la galère au sud du Burundi

Par Frédiane Nimpagaritse

Représentante légale de CAFOB

Trente cinq milles burundais qui vivaient dans le camp de Mtabila, en Tanzanie, ont perdu, en août 2012, leur statut de réfugiés. Un rapatriement massif de ces réfugiés a été organisé pendant les mois d'octobre et novembre 2012. Après un bref séjour au centre

d'hébergement temporaire, à Gitara, en commune de Mabanda, de la province Makamba, les plus chanceux ont pu regagner les régions d'origine. D'autres, sans référence vivent aujourd'hui encore dans des conditions inhumaines quelque part dans la brousse de Kididagi, en commune de Kayogoro où des reporters de « Place aux

femmes » les ont rencontrés.

Les dix ménages de rapatriés sans référence connue, sont rentrés du camp de Mtabila en novembre 2012 pour s'installer dans des abris de fortune à Kididagi, en commune Kayogoro où ils vivent dans le dénouement total.

Les infortunés à l'abandon ne trouvent pas de travail pour gagner un peu d'argent parce que les voisins résidents sont également pauvres.

Ces rapatriés affirment qu'ils n'ont pas de référence au Burundi. Avec l'argent qui leur a été remis par le Haut commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) au retour d'exil ou alors en vendant certains objets ménagers comme les casseroles, les seaux, certains ont pu acheter





Mme Thérèse Bukuru souffrant de la malaria



de petites parcelles de 10 sur 20 mètres ou 20 sur 25 mètres.

L'une des habitants du site, Mme Thérèse Bukuru, 47 ans, affirme avoir quitté en bas âge le Burundi suite aux événements de 1972 pour se réfugier en République Démocratique du Congo (RDC) voisine.

La guerre de 1996 dans l'ex-Zaïre l'a encore poussé à l'exil en Tanzanie. Ses origines lointaines se situeraient à Gihanga, en province de Bubanza, mais son père était un «Mugererwa» (quelqu'un qui vivait dans une propriété foncière prêtée par autrui). Elle n'est pas allée à Gihanga parce qu'elle ne connaît personne là-bas. «Nous sommes très malheureuse dans ce site. Je suis malade et dans l'incapacité de me faire soigner. Nous n'avons pas de nourriture.

La distribution des vivres par

les bienfaiteurs s'étend sur six mois. Le stock d'il y a six mois est aujourd'hui terminé. Bien-tôt, on n'aura plus d'habits. Pour avoir un champ à cultiver, nous devons louer une parcelle pour un montant compris entre 10.000 et 15.000 francs burundais. Je demande aux bienfaiteurs de nous construire des maisons. Ici nous n'avons même pas de la terre pour fabriquer des briques », a-t-elle lancé ce cri de désespoir.

L'administration désarmée face à la situation d'indigence des sans référence

Le Conseiller technique chargé du développement en commune Kayogoro indique qu'il est au courant de la situation de ces rapatriés. Cependant, «il n'y a pas moyen de leur accorder des terres cultivables près de ce site parce que la terre des environs appartient aux particuliers ».

La même source a affirmé

qu'au cas où ces rapatriés diraient à l'administration qu'ils ne sont pas satisfaits là où ils sont, la commune pourrait analyser comment les réinstaller dans des villages en construction à Buhema ou à Kiyange où ils peuvent acquérir aussi de terres cultivables.

Des conditions de vie difficiles mais dans la dignité au village de paix de Mabanda

Par Frédiane Nimpagaritse

Un village de Paix de 200 ménages dont 190 ménages de rapatriés et 10 ménages de résidents construit il y a environ cinq ans à Musenyi, en commune de Mabanda (à 12 Kilomètres de la frontière tanzanienne), constitue la satisfaction des occupants malgré les conditions de vie difficiles.

faite avec réserve au niveau de l'article 14 dont un point préconise l'avortement médicalisé en cas de viol et d'inceste. Trente six pays africains ont déjà ratifié le protocole et le Burundi est le seul pays de la Communauté Est Africaine (CEA/EAC) qui ne l'a pas encore ratifié.

L'un des avantages du protocole est qu'il rassemble les droits des femmes en un seul document. Il consacre les droits des femmes comme le droit à la non-discrimination, à la dignité, à la vie, à l'intégrité, à la sécurité et le droit à ne pas subir des pratiques

néfastes.

Le protocole prône des droits égaux des conjoints dans un mariage, des droits de la femme en cas de divorce, séparation ou annulation du mariage, l'accès à la justice et protection égale devant la loi, le droit de participation au processus politique et à la prise de décisions, le droit de contribuer à la sauvegarde de la paix, la protection des femmes dans les conflits armés, les droits économiques et protection sociale, le droit à la santé et au contrôle des fonctions de reproduction, le droit à la sécurité alimentaire ainsi que le droit à l'éducation et à la formation.

Le protocole met un accent particulier sur les droits spécifiques de certains groupes,

telles que les veuves, la protection spéciale des femmes âgées, des femmes handicapées et des femmes en situation de détresse, la réparation des dommages subis par les victimes, l'accès des femmes à l'habitat adéquat ainsi que le droit des femmes à l'héritage.

Le protocole est un complément à la Constitution burundaise qui est la loi fondamentale de référence dans notre pays. La ratification du protocole ne serait pas seulement bénéfique aux femmes. Tout le monde y trouverait son compte.

Le CAFOB et Equality Now ont été invités par les partici-

Faisons connaissance avec le Programme national de Renforcement de Capacités de Gouvernance Economique (PRGE)

Par Nadège Niyungeko

pants à multiplier les sensibilisations pour permettre une compréhension commune de ce protocole.

Signalons que les participants aux ateliers (hommes et femmes) se sont engagés, à leur tour, à vulgariser le proto-

cole et à mener des actions de plaidoyer en faveur de la ratification du protocole.

Frédiane Nimpagaritse

Le Programme national de Renforcement de Capacités de Gouvernance Economique (PRGE) se propose d'accom-

pagner le Gouvernement du Burundi dans la mise en œuvre des réformes d'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de l'efficacité dans la gestion des ressources et des dépenses publiques afin d'atteindre des niveaux de croissance permettant de réduire durablement la pauvreté.

Les femmes et hommes des associations et administratifs à la base appellent le Burundi à ratifier le protocole de Maputo

femmes qui ont été sévèrement battues par leurs maris qui rentrent ivres. Dans ce cas, son mari, ses fils ou les neveux de son mari l'accompagnent jusque sur le lieu des violences conjugales.

C'est pareil lorsque le malfaiteur doit être conduit à la police (à plus ou moins 12 km) pendant la nuit lorsque la situation est grave.

Le Collectif des Associations et ONGs Féminines



du Burundi (CAFOB) a animé, en mai et juin 2013, avec l'appui de « Equality Now », des ateliers de sensibilisation sur le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme dans cinq provinces

du Burundi, à savoir Gitega, Muyinga, Cibitoke, Makamba et Bujumbura mairie.

La chargée de programmes à Equality Now, Mme Grâce Uwizeye, a participé aux ateliers de Bujumbura mairie et de Cibitoke. Elle a appelé les décideurs burundais à rejoindre les autres pays en ratifiant le protocole et à le mettre en œuvre.

La chargée de programmes au sein de Equality Now, Mme Grâce Uwizeye au milieu entourée par le conseiller technique chargé des affaires administratives et sociales en commune Rugombo et la coordinatrice du CAFOB au moment de la clôture de l'atelier le 4 juin 2013 en province de Cibitoke

Pour elle, «la mise en application du protocole à la Charte Africaine des droits humains et des peuples relatif aux droits

des femmes en Afrique va réduire la pauvreté du pays ».

Environ 200 femmes et hommes membres des associations, chefs de collines et responsables administratifs au niveau communal ont participé



Une vue des participants à l'atelier de Giheta

dans ces ateliers.

Ils ont également appelé le gouvernement burundais à ratifier ce protocole communément connu sous le nom de « Protocole de Maputo », ville zambienne de sa signature, à la veille de la célébration de son dixième anniversaire prévu en juillet 2013.

La majorité des participants à ces ateliers ont encore demandé que la ratification soit

Les locataires des lieux sont rentrés au cours des années 2007, 2008 et 2009. Chaque ménage est installé dans une maison en tôle d'environ 7 mètres sur 5 mètres sur une parcelle de 20 mètres sur 15 mètres. Les ménages ont chacun une terre cultivable de 50 mètres sur 100 mètres. Les



rapatriés sont heureux d'avoir retrouvé leur dignité en tant que citoyen.

« Nous sommes pauvres mais autonomes et dans la mère patrie »

«Aujourd'hui, nous ne sommes plus des réfugiés. Nous avons retrouvé notre mère patrie.

Nous sommes pauvres mais nous sommes autonomes. Je suis maintenant libre de mouvement. Je peux me rendre n'importe où dans mon pays », dit avec fierté M. Bonaventure Bima, un rapatrié du camp de réfugié de Gatumba, en Tanzanie.

Bonne cohabitation entre les résidents et les rapatriés

Anicetus Ngenzi, apprécie notamment les habitations du village construites par le projet PARESI (Projet d'Appui à la réintégration des sinistrés). Les rapatriés entretiennent de bonnes relations avec les rési-

Des défis subsistent en matière de réintégration socio-économique des rapatriés

Par Frédiane Nimpagaritse

dents. Les gens s'entraident autour des activités génératrices de revenus. .

Les résultats visés par les programmes de réintégration socio-économique des sinistrés (rapatriés et des résidents) restent en dessous des attentes malgré les efforts et les contributions des uns et des autres. Avec le retour de la paix, les autorités politiques et les partenaires techniques et financiers ont investi beaucoup de moyens financiers afin de favoriser

la cohésion sociale et le relèvement économique des résidents et des rapatriés.

C'est ainsi qu'il y a deux ans, 86 personnes du village

de Nyabigina, en commune Nyanza-Lac, dont 60% de rapatriés et 40% de résidents ont exécuté des travaux à haute intensité de main d'œuvre

(HIMO) dans la perspective de promouvoir la création d'emplois et lutter contre la misère.

Les bénéficiaires ont ainsi passé trois mois à



Les reporters de Place aux femmes s'entretiennent avec les sans référence

entretenir les pistes et les routes locales avec une rémunération de 3.000 francs burundais par jour.

« La misère est la source de tous les maux »

Afin d'assurer une pérennisation du programme dans un contexte de rapatriement massif, un tiers du salaire, soit 1.000 FBu par jour, était épargné dans la perspective de créer à la fin de ce job une activité génératrice de revenus (AGR).

Selon un membre d'une des associations qui ont exécuté ce programme, « c'est une initiative louable à renforcer parce que la misère est la source de tous les maux ».

Aujourd'hui, les bénéficiaires des travaux HIMO tentent de mettre en place des AGR mais

« Nice Soap » a opté pour une savonnerie



les résultats restent faibles.

Au village rural intégré de Nyabigina en commune Nyanza

Boulangerie « La différence »



Lac, l'association « Nice Soap » a opté pour une savonnerie.

Avec l'épargne sur des activités à haute intensité de main

d'œuvre, 13 personnes (9 femmes et 4 hommes) ont ouvert une savonnerie artisanale à base de l'huile et de noix de palme.

Selon le président de l'association, Salva-tor Niyokindi, ils ont investi beaucoup dans l'achat du matériel et ils n'ont pas assez de moyens pour l'approvisionnement en matière première.

L'offre est inférieure à la demande

Le bénéfice est très faible parce que les savons produits sont inférieurs à la demande. Il requiert un appui financier pour



produire de grandes quantités de savon pour pouvoir approvisionner les grossistes qui le souhaitent.

La boulangerie « La différence » qui a été mise en place à Nyabigina, grâce à l'épargne sur des travaux HIMO, est fonctionnelle depuis deux mois. Selon le fabricant des beignets et des pains trouvé sur place, le projet est promoteur.

A titre illustratif, 16 kilogrammes de farine sont utilisés en moyenne par jour pour la fabrication de pains et de beignets.

« New Restaurant »

Le restaurant « New Restaurant » est géré depuis 4 mois

droits ».

Son dynamisme ne relève pas seulement de la défense des droits des femmes. Elle est une ancienne activiste dans les travaux communautaires « Ikibiri ». Elle organisait des femmes dans le but de s'entraider en cultivant de vastes étendues de champs dans le but d'augmenter la production.

Au moment de partager les dividendes, elle s'arrangeait à ce que les femmes les plus nécessiteuses soient les premières à être servies.

Mme Christine reconnaît aussi que toutes les femmes ne sont pas toujours des victimes, qu'elles peuvent aussi être à l'origine des conflits familiaux.

Dans une telle situation, elle dit que les autres femmes se désolidarisent de la fautive en dénonçant ses mauvais agissements.

Des conseils sont également prodigués en vue de la normalisation des relations dans



« Mon épouse sait s'organiser dans ses différentes fonctions »

les ménages conflictuels.

Dans sa fonction de chef de colline

La fonction politique de chef de colline n'est pas de tout repos, selon notre interlocutrice qui a fait état de cas où « j'annonce une réunion avec la population et mes collègues, au lieu de m'assister, la sabote carrément par de fausses informations pour me ridiculiser et me faire perdre la confiance vis-à-vis de la population ».

Au niveau du cercle familial, Mme Fitinema a le soutien total de son mari comme ce dernier l'a avoué au reporter

de « Place aux Femmes ».

« Mon épouse sait s'organiser dans ses différentes fonctions »

Mon épouse sait s'organiser dans ses différentes fonctions et ne manque jamais aux obligations de la famille », a-t-il témoigné.

L'homme n'hésite pas, par ailleurs, de venir en aide à son épouse en ce qui concerne les tâches familiales.

Il est de l'avis que les auteurs des violences sexuelles et basées sur le genre devraient être sévèrement punis par la loi, de même que le mari et la femme devraient s'entraider pour la bonne marche du ménage.

Intervenant encore dans la discussion, Mme Christine a dit qu'elle doit sa force, en partie, au soutien familial parce qu'il y a des cas où on l'appelle pendant la nuit, quand il y a par exemple des

Mme FITINEMA Christine, un modèle de femme leader à suivre

Par Consolate Kana



Mme Fitinema Christine

propriété et autres biens familiaux, la récompense à ces femmes sera de les chasser du foyer.

Les victimes de ces violences, qu'elles soient de nature sexuelles, physiques et psychologiques, commencent de plus en plus à les dénoncer et bénéficient de l'aide.

Le Chef de la Colline de Kirama, en province de Makamba, en même temps présidente de l'association « Twungurunani » (Unissons-nous), Mme Fitinema Christine, 55 ans révolus, est une femme qui suscite l'admiration pour sa lutte engagée et acharnée de longue date en faveur de l'équité et l'égalité de genres.

La victoire n'a pas été facile dans sa casquette aux couleurs du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, opposition) et elle a finalement choisi de briguer les suffrages de la population sur la liste des indépendants lors des élections de 2010.

Une fois aux commandes des affaires de la colline de Kirama, les hommes avec qui elle partage les responsabilités ne lui ont toujours pas facilité la tâche.

« Certains s'activent à me mettre les bâtons dans les roues »

C'est ainsi que quand il s'agit de sévir contre un auteur de

C'est lors des élections de 2005 qu'elle a été élue en deuxième position sur la colline de Kirama.

violences envers la femme, « mes collègues au sein du conseil collinaire se mettent du côté du malfaiteur et me tournent le dos ».

Ce n'est pas pour autant qu'elle baisse les bras et « ensemble avec les femmes regroupées dans des associations féminines, nous organisons un sit-in au domicile de la femme lésée jusqu'à sa réhabilitation dans ses droits ».

Pour elle, cette manière de faire, en soutenant farouchement les victimes des violences conjugales, donne des résultats encourageants.

Mme Fitinema a regretté au passage la lenteur de la justice dans le rétablissement de la femme dans ses droits.

« Même la police n'intervient pas directement lorsqu'il s'agit d'arrêter un malfaiteur. Elle le laisse parfois en liberté », nous a-t-elle confié.

Malgré ces difficultés, jamais, Christine ne désarme. Avec le soutien des autres femmes, « nous arrivons à contourner les difficultés et au cours des seuls trois derniers mois, cinq femmes ont été assistées par nos soins et recouvrer leurs

La promiscuité au comble dans un site de « Sans référence »

Par Nadège Niyungeko

par une association de 21 personnes, dont 12 femmes et 9 hommes, anciens bénéficiaires des travaux HIMO.

Frédiane Nimpagaritse

Le 28 novembre 2012, Geneviya Ndayizeye, son mari et leurs cinq enfants arrivent au Burundi en provenance du camp de réfugiés de Mtabila. La famille est de la seconde génération de réfugiés et ignore tout de ses origines lointaines au Burundi. Là où une équipe de reporters de « Place aux femmes » l'a rencontrée, par le plus grand des hasards, car cachée dans la brousse, il y avait une dizaine de ménages dans la même galère faite de promiscuité, de manque de nourriture, d'eau potable et de toit décent.

La famille de Geneviya Ndayizeye a retenu particulièrement l'attention de l'équipe de reporters par le fait qu'elle vit une promiscuité sans nom.

A sept, dont un fils de plus de 20 ans, la famille partage une pièce qui fait à la fois office de chambre à coucher, de salon et

de biens d'autres besoins.

La famille était arrivée à Kayogoro au mois de novembre 2012, chassée de la Tanzanie. Elle restera deux jours dans un logis gentiment offert par un ami.

Au troisième jour, les organismes d'aide les installent sur la colline de Kididagi. A chaque famille, on octroie un bout de terrain de vingt mètres sur vingt-cinq (20x25m), 6 seaux, 4 marmites, 7 nattes (équivalent aux 7 membres de la famille), 5 assiettes, 5



cuillers, 5 gobelets et 6 couvre-lits. En ce qui concerne la nourriture, la distribution était faite d'un sac de riz et un autre de haricot.

« Mais que vaut tout cela au milieu de nulle part »?

Geneviya a 40 ans aujourd'hui, 5 enfants (20ans, 18ans, 13ans, 11ans et 6 ans). Les trois premiers étant des garçons et

les deux autres, des filles.

Et tous vivent dans un taudis d'une pièce. Il n'y a pas de coin privé et encore moins d'intimité entre conjoints. Les enfants sont grands mais, où aller dans un pays où l'on ne connaît presque personne? La situation devient petit à petit intenable et Geneviya ne cache pas sa peur : Mon mari risque de nous abandonner pour aller gagner la vie loin d'ici si l'on ne vient pas à notre aide».

Son mari n'a pas de travail. Ils sont nombreux dans cette galère et vont dans le voisinage plus stable pour demander du travail qui n'est pas toujours facile à dénicher dans cette partie dés-

héritée du sud du Burundi.

L'éducation des enfants est compromise

Deux des enfants de la famille Geneviya fréquentent l'école. Ce sont tous deux des garçons. Les filles sont en train de glisser vers l'abandon scolaire pour des besoins immédiats de survie de la famille. La fille aînée était déjà en 3^{ème} primaire en exil en Tanzanie.

Pour Geneviya et toutes ces familles de ce village de Kididagi, elles ne savent plus à quel Saint se vouer. Aujourd'hui, elles continuent à

espérer de l'aide venant du gouvernement, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés(HCR), de la Croix rouge ou toute autre

personne généreuse.

Geneviya a du potentiel. Ses enfants n'en manquent pas non plus. Ils ont le sourire, en plus et des rêves des lendemains

Le vélo devenu un outil d'émancipation féminine dans le sud du Burundi

Par Nadège Niyungeko

meilleurs. Et comme on dit : « ce sont les rêves d'aujourd'hui qui créeront l'humanité de demain ».

Reste à savoir si, d'ici-là, ils



Mlle Violine Irakoze à vélo

auront pu résister à la faim, à la maladie et au désespoir !

Violine IRAKOZE, une jeune fille qui pédale aussi vite qu'un garçon se rendait chez sa sœur quand nous l'avons rencontré sur une piste en terre de Kayogoro.

Derrière sur le porte-bagage,

du bois de chauffe et un volumineux sac de manioc débordaient.

Ce n'est pas commun dans cette partie conservatrice de mœurs où les courses au féminin se font sur le dos et sur la tête.

Violine, quant à elle, est jeune, paysanne. Elle n'a pas fréquenté l'école. Sa satisfaction du moment est qu'elle a appris à rouler à vélo.

Discrètement, quand l'engin était au repos.

Complicité familiale

Mais alors, qui lui a appris à rouler? Quel regard portent les hommes et les consœurs sur elle ?

Autant de questions auxquelles elle répond aisément

avec le

rire malgré un emploi du temps chargé de courses: «Ce sont mes frères qui m'en appris et d'ailleurs ce vélo est le leur mais quand j'ai une corvée à faire ou si je dois aller loin, ils me le prêtent facilement».

Dans ce coin du pays, ce n'est pas rare de voir des filles au guidon d'un vélo, au contraire, même les hommes voient cela d'un bon œil.



Pourquoi pas demain au volant d'un 4X4 ?

« Une fille qui roule à vélo rend plus facilement des

une interview riche en enseignement sur son bénévolat, les perspectives d'avenir afin que ses consœurs aient la jouissance pleine de leurs droits civiques et citoyens.

Les violences faites aux femmes sont une réalité en province Makamba

Pour elle, les violences faites aux femmes de sont une réalité en province Makamba où on trouve surtout les violences sexuelles, les violences domestiques et les violences psychologiques.

Les auteurs de ces violences sont les travailleurs domestiques qui violent les petites filles, les maris qui maltraitent physiquement, moralement et psychologiquement leurs épouses, les conducteurs de motos à usage de taxi, ou encore les commerçants qui ciblent parfois les jeunes filles écolières et lycéennes.

S'agissant des causes à l'origine de ces violences sexuelles et basées sur le genre, notre interlocutrice a cité la polygamie qui est un phénomène très répandu dans la région, l'exiguïté des terres à

cultiver.

Mme Béatrice NDYISHIMIYE témoigne que l'ampleur n'est pas la même pour les femmes regroupées au sein des associations.

Les victimes des différents types de violences ne se laissent plus facilement faire !

La note positive est que les victimes des différents types de violences ne se laissent plus facilement faire et défendent leurs droits.

A titre illustratif, elle a cité le cas d'un homme de la colline de Kanzege, toujours en province de Makamba, coiffeur de son état qui, un jour, est rentré à la maison avec une autre femme.

Comme la femme légale était déjà sensibilisée sur ses droits, à travers des formations et informations reçus au cours des réunions organisées par l'association AGATEKA dont elle est membre, elle a opposé une fin de non recevoir à la concubine.

Aidée par l'association, elle a gagné son procès et la concubine a été chassée de la maison.

C'est ainsi que la polygamie est entrain de reculer sur cette colline grâce au dévouement des femmes sensibilisées dans les associations à défendre leur honneur.

Ce n'est pas le cas dans la commune de Kibago !

La commune de Kibago se singularise aujourd'hui encore par la persistance de violences sexuelles et basées sur le genre du fait qu'elle accueille beaucoup de rapatriés, selon toujours l'activiste des droits de la femme.

En retournant au pays, un réfugié rentre avec une autre femme qui vient s'ajouter à l'autre qu'elle avait laissé à Makamba.

Entre les deux femmes, c'est souvent la plus jeune qui est la plus affectionnée au détriment de la plus âgée qui est maltraitée et humiliée malgré le travail accompli en l'absence de son mari.

Ce qui attriste Mme Christine Fitinema, chef de colline Kibama, c'est que malgré tous les efforts engagés pour mieux entretenir et gérer seule la

sur les termes de référence du Réseau régional des communicateurs sur les VSBG. Les recommandations suivantes ont été retenues à l'issue de l'atelier :

A. A la CIRGL :

- Elaborer un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre de la stratégie de communication sur les VSBG ;
- Intégrer le plan d'action détaillé pour la mise en œuvre de la stratégie de communication sur les VSBG dans le plan de mise en œuvre de la

Déclaration de Kampala ;

- Collaborer avec les autres partenaires pour l'accompagnement du forum régional des journalistes, une fois mis en place.

B. Aux Etats membres :

- Faciliter la mise en œuvre de la stratégie chacun en ce qui le concerne ;
- Reconnaître le Forum régional des journalistes, une fois mise en place ;
- Intégrer le plan d'action

détaillé pour la mise en œuvre de la stratégie de communication sur les VSBG dans le plan national de mise en œuvre de la Déclaration de Kampala de décembre 2011.

C. Aux organisations de la société civile :

- Renforcer les capacités des journalistes sur les questions de Genre et de VSBG.

D. Aux médias et aux journalistes :

- Encourager les repor-

services à la famille. Elle peut tout faire, aller loin sans recourir aux différents moyens de transport », nous confie un passant.

La jeune fille cycliste de

Kayogoro fait ses courses à vélo, surtout quand il s'agit d'aller ramasser du bois de chauffe ou encore au marché.

La plupart de jeunes filles paysannes n'ont pas la même

chance et ramassent aujourd'hui encore du bois et puisent l'eau du ruisseau pour trans-

Les femmes du village de paix de Mabanda se soucient peu du planning familial

Par Nadège Niyungeko

porter tout cela sur la tête ou le dos.

A Makamba, ce temps est révolu. « Aujourd'hui, elles sont à vélo, demain, pourquoi pas au volant d'une voiture ? » Dira un autre badot.

Fuyant la guerre civile dans son pays, en 1993, Mme Justine, une femme Mutwa, pose son baluchon dans le camp de réfugié de Mtabila et s'y installe durablement, avant de regagner le bercail en 2011, avec pour toute fortune, plusieurs enfants nés en exil d'un père de la même ethnie qu'elle. La grande famille vit aujourd'hui dans le village de paix de Mabanda qui a été aménagé pour recevoir à la fois des résidents de longue date et des rapatriés.

Le village se caractérise par une cohabitation pacifique entre les différentes ethnies des

Bahutu, Batutsi et Batwa qui vivent dans des conditions austères faites de manque d'eau potable, de nourriture, car la terre est ingrate et les

La famille est déjà grande de 6 enfants âgés respectivement de 13 ans, 7 ans, 6 ans (des jumeaux), 3 ans et 2 ans.

Les conditions de vie difficiles

ne la persuadent toujours pas à limiter les naissances. Son mari est forgeron. Les revenus ne sont pas consistants. En plus des travaux ménagers, la femme est obligée d'aller chercher du travail chez les voisins



Elle attend un septième enfant !

moyens de la fertiliser ne sont pas à la portée du premier venu. Cela tranche avec la fécondité des femmes du camp dont plus d'une n'entendent pas arrêter de donner la vie, « tant que Dieu le voudra », jurent-elles.

Mme Justine attendait un septième enfant lors du passage de l'équipe des reporters de « Place aux femmes ».

« ABASANGWA » (résidents) qui ont besoin de bras supplémentaires pour cultiver les champs.

Le planning familial n'est pas dans son vocabulaire et elle s'absente dans des séances de sensibilisation à la limitation des naissances qui sont animées par les médecins lors de leur passage dans le camp tous les

Les femmes de Makamba en guerre contre les VSBG

Par Consolate Kana



Mme Béatrice Ndayishimiye

communautaires et les organisations œuvrant dans le domaine des VSBG.

Mme Béatrice Ndayishimiye est une femme qui s'occupe au quotidien des soins des malades à l'hôpital de Makamba en sa qualité d'infirmière.

Elle consacre son temps libre à une association dénommée « Mukenyezi Menya – an-

tenne Makamba » qui travaille en synergie avec la Ligue Itaka et Agateka.

En plus, elle est aussi le point focal du Collectif des associations et ONGs féminines (CAFOB) à Makamba.

Grâce à son métier et ses fonctions, elle est en contact quasi permanent avec les victimes des violences basées sur le genre dans la province Makamba où le reporter du Magazine « Place aux Femmes » l'a rencontré pour

tages et productions des sujets en rapport avec les VSBG ;

- Collaborer étroitement avec les structures

Hommages à feu Mme Pétronille Ntahiraja

Par Nadège Niyungeko

mardis de la semaine.

Un seul des six enfants va à l'école !

Un seul de ses six enfants va à l'école. Les autres n'ont pas le minimum décent pour fréquenter l'école.

« C'est le manque d'habits et de

lier. Sa vice-présidente témoigne :

L'association Abana Makamba (AM) dont elle a passé plus d'une dizaine d'années à la tête est un modèle de famille et d'entraide, dira Mme Béatrice Ndayishimiye, vice-présidente de l'association qui compte aujourd'hui 1080 enfants orphelins de père et de mère placés dans des familles tutrices ou qui sont chefs de ménage.

Abana Makamba est organisée en 4 commissions dont celle qui se charge de la scolarisation et du matériel et des frais scolaires.

L'autre commission « santé » se charge des soins des orphelins, la commission juridique s'occupe des poursuites judiciaires contre les auteurs d'abus faits aux enfants, tandis que la quatrième commission accompagne les enfants orphelins jusque dans la vie active, en les incitant, notamment, à se regrouper pour former des Asso-

ciations Génératrices de Revenus (AGR).

L'autre précieux héritage de feu Mme Pétronille Ntahiraja est que l'AM emploie les orphelins encadrés par l'association et qui ont terminé leurs études, en partenariat avec « Abana Nantes » de France qui intervient dans la formation des employés de l'association. Pétronille était infatigable. Elle ne cessait d'interpeller toutes les femmes, aussi bien urbaines que rurales, à se regrouper en associations et à ne pas avoir peur d'élever la voix pour dénoncer les atteintes à leurs droits.

Elle ne dormait pas avant de régler les situations litigieuses au sein de la communauté. Elle encourageait les femmes à ne pas accepter l'oppression et de se faire élire dans leurs localités même si elles ne voudraient pas appartenir à un parti politique, de le faire pour leur propre compte.

Mme Christine Fitinema, une des ces femmes conscientisées à la défense des droits humains de la femme témoigne.

Même si le danger guète tous



Feu Mme Pétronille Ntahiraja

matériel scolaire qui nous a poussé à sacrifier les autres enfants », explique-t-elle.

Cette « Jeanne d'Arc » des temps modernes s'est éteinte le 26 février 2013 vers 17 Heures. Elle a vécu au service des plus lésés, en général, des femmes et des enfants orphelins, en particu-

les jours et que les injustices perdurent : « Pétronille m'a donné le courage de me mettre en association avec d'autres femmes de ma localité et elle m'a convaincue que je pouvais me faire élire comme chef de colline et contribuer à son

apogée », confiera-t-elle.

Pour Béatrice Ndayishimiye, encore, Pétronille était un véritable modèle à Makamba. « Son héritage rime avec le courage et la persévérance ».

« Elle est irremplaçable, je ne

serai jamais à la hauteur de son héritage, mais avec les autres, nous allons nous serrer les coudes pour continuer à développer ce qu'elle a commencé. On va continuer à renforcer le leadership féminin pour réaliser son rêve d'une société sans

Validation d'une stratégie régionale de communication sur les VSBG dans la Région des Grands Lacs

Par Ferdinand Bigumandondera

discrimination et sans injustices, une société où tout le monde œuvre la main dans la main pour un pays plus juste et plus prospère.

Là où une femme est épaulée, il y a la joie dans la maison. Cette joie engendre la paix qui mène directement au développement », conclura son successeur à la tête de l'association.

Une stratégie régionale de communication sur la lutte contre les Violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) a été validée dernièrement à Bujumbura à l'issue d'un atelier qui avait été initié par la Conférence Internationale sur la Région des Grands lacs (CIRGL), en collaboration avec la COCAFEM/GL (Concertation des collectifs

des associations féminines de la région de Grands Lacs), la Coopération Suisse et Care International à l'intention des professionnels des médias des Etats membres. Les principaux objectifs étaient de discuter et valider la stratégie régionale de

la CIRGL sur la prévention et la répression des violences sexuelles contre les femmes et les enfants de 2006 et la déclaration de Kampala sur les VSBG du 16 Décembre 2011, renforcer le noyau régional des journalistes et communicateurs



Photo de famille des participants

communication pour le développement sur la prévention des VSBG, l'éradication de l'impunité et l'assistance holistique aux victimes, renforcer les capacités des participants sur le contenu du protocole de

de la COCAFEM/GL sur la lutte contre les VSBG.

Il était également question de créer un réseau régional de journalistes et communicateurs de lutte contre les VSBG des 12 pays membres de la CIRGL, discuter et se convenir